

Art. 7. L'article 31, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 13 décembre 2017, est complété par les 7^o et 8^o rédigés comme suit:

“7^o les indemnités visées à l'article 16/1, § 2; 8^o les indemnités visées à l'article 27/10, § 2.”

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 8. Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux demandes d'autorisation introduites après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur

J. JAMBON

Notes

(1) Chambre des représentants

www.lachambre.be

Documents : 54-3335/6.

Compte rendu intégral : 22 novembre 2018.

[¹] JO L 124 du 25 avril 2014, pp. 1-18; entrée en vigueur le 15 mai 2014.

[²] JO L 26 du 28 janvier 2012, pp. 1-21.

[³] Cour de Justice-275/09, Région de Bruxelles-Capitale / Région flamande, 2011, I, 01753.

[⁴] Cour de Justice-50/09, Commission européenne / Irlande, 2011, I, 00873.

[⁵] Une dispositions similaire existe actuellement aux articles 6.3.2, in fine et 7.3.2, 4e alinéa du RGPRI.

Art. 7. Artikel 31, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 13 december 2017, wordt aangevuld met de bepalingen onder 7^o en 8^o, luidende:

“7^o de vergoedingen bedoeld in artikel 16/1, § 2; 8^o de vergoedingen bedoeld in artikel 27/10, § 2.”

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 8. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de vergunningsaanvragen die worden ingediend na inwerkingtreding van deze wet.

Art. 9. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :

de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

Nota's

(1) Kamr van volksvertegenwoordigers

www.dekamer.be

Stukken : 54-3335/6.

Integraal verslag : 22 november 2018.

[¹] PB L 124 van 25 april 2014, blz. 1-18, in werking getreden op 15 mei 2014.

[²] PB L 26 van 28 januari 2012, blz. 1-21.

[³] HvJ C-275/09, Brussels Hoofdstedelijk Gewest e.a. t. Vlaamse Gewest, 2011, I, 01753.

[⁴] HvJ C-50/09, European Commission t. Ireland, 2011, I, 00873.

[⁵] Thans wordt reeds voorzien in een gelijkaardige bepaling in de artikelen 6.3.2, in fine en 7.3.2, 4de lid van het ARBIS.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2018/32251]

7 DECEMBRE 2018. — Arrêté royal portant exécution de l'article 4, alinéa 2, de la loi sur la fonction de police et fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi du 21 avril 2016 portant des dispositions diverses Intérieur – Police intégrée

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature, règle l'attribution de la qualité d'officier de police administrative (OPA) aux inspecteurs principaux de police qui, en leur qualité de fonctionnaires de police revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi (OPJ/APR), assument la direction de services d'intervention permanents.

Alors que l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi sur la fonction de police (LFP) dresse une liste exhaustive des personnes revêtues de la qualité d'OPA (gouverneurs de province, commissaires d'arrondissement, bourgmestres et officiers de la police fédérale et de la police locale), l'alinéa 2 du même article permet, moyennant l'adoption d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, d'également attribuer cette qualité aux inspecteurs principaux qui assument la direction de services d'intervention permanents, pendant le temps de l'exercice de cette fonction.

Les documents parlementaires relatifs à l'article 4 LFP (Doc. Parlem., Sénat, 1991-1992, 364-2, p. 26) démontrent toutefois du caractère exceptionnel que doit conserver l'octroi de cette qualité d'OPA.

La LFP, ainsi que d'autres lois, lient en effet l'exercice d'importantes compétences et responsabilités à la qualité d'OPA (notamment, le pouvoir de décision et la responsabilité concernant certaines fouilles de sécurité et avant mise en cellule (article 28, §§1^{er} et 3 LFP), le fait de procéder à ou de maintenir une arrestation administrative (articles 31 et 33 LFP), le pouvoir d'édicter des instructions et la responsabilité concernant la saisie administrative (article 30 LFP), le pouvoir de décision en matière d'usage de caméras de surveillance, etc.).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2018/32251]

7 DECEMBER 2018. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 4, tweede lid, van de wet op het politieambt en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 8 van de wet van 21 april 2016 houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken – Geïntegreerde politie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb te Uwer ondertekening voor te leggen, regelt de toekenning van de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie (OBP) aan de hoofdinspecteurs van politie die, in hun hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings (OGP/HPK), de leiding van permanente interventiediensten uitoefenen.

Terwijl artikel 4, eerste lid, van de wet op het politieambt (WPA) een exhaustieve opsomming geeft van de personen die met de hoedanigheid van OBP zijn bekleed (provinciegouverneurs, arrondissementscommissarissen, burgemeesters en officieren van de federale en van de lokale politie), laat het tweede lid van hetzelfde artikel toe, door middel van het aannemen van een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, om die hoedanigheid eveneens toe te kennen aan de hoofdinspecteurs die de leiding hebben over de permanente interventiediensten, tijdens de uitoefening van die functie.

De parlementaire stukken met betrekking tot artikel 4 WPA (Parl. St., Senaat, 1991-1992, 364-2, p.26) tonen echter het uitzonderlijk karakter aan dat de toekenning van de hoedanigheid van OBP moet inhouden.

Op basis van de WPA, alsook van andere wetten, zijn immers belangrijke bevoegdheden en verantwoordelijkheden verbonden aan de hoedanigheid van OBP (o.a. de beslissingsbevoegdheid en verantwoordelijkheid van bepaalde veiligheidsfouilleringen en fouilleringen voor opsluiting in een cel (artikel 28, §§ 1 en 3 WPA), het verrichten of laten handhaven van een bestuurlijke aanhouding (artikelen 31 en 33 WPA), de bevoegdheid tot het uitvaardigen van richtlijnen en de verantwoordelijkheid inzake bestuurlijke inbeslagname (artikel 30 WPA), de beslissingsbevoegdheid inzake het gebruik van bewakingscamera's, etc.).

Conformément à la définition qui en est donnée par l'article 4 de l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population, « la fonction intervention consiste à apporter une réponse, dans un délai approprié, à tout appel qui requiert une intervention policière sur place ». Cela implique que le service de police intervenant peut être amené à poser tant des actes de police judiciaire que des actes de police administrative. Certains actes de police administrative, destinés notamment à garantir la sécurité des policiers intervenant, s'imposent en outre quelle que soit la nature, judiciaire ou administrative, de l'intervention policière.

Il est en conséquence logique et justifié que les membres du personnel assumant la direction des services chargés de cette fonctionnalité « intervention » puissent, lorsque l'autorité policière l'estime nécessaire, être revêtus de la qualité requise pour décider de la mise en œuvre des actes contraignants, non seulement de police judiciaire, mais également de police administrative.

Les services d'intervention permanents à prendre en considération sont les services chargés d'interventions urgentes imposées suivant un tour de rôle en vue de l'exécution continue de la police administrative ou judiciaire de l'unité ou du service concerné.

Pour ce qui concerne la police locale, il s'agit des services d'intervention visés à l'article 4 de l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population.

Pour ce qui concerne la police fédérale, il s'agit des services d'intervention de la police de la route, de la police aéronautique, de la police des chemins de fer, de la police de la navigation, du détachement de sécurité auprès du SHAPE, du détachement de sécurité auprès des palais royaux, de la direction de sécurisation, ainsi que de la réserve fédérale d'intervention.

Les services d'intervention concernés sont désignés par le directeur général de la direction générale de la police administrative ou par son délégué.

La qualité d'OPA n'est attribuée que pendant le temps de l'exercice effectif par l'inspecteur principal concerné de la direction du service d'intervention permanent (OPJ/OPA de garde). Le bénéfice de la qualité d'OPA ne peut toutefois pas être considéré comme étant une condition à l'exercice de cette fonction. La portée de l'article 4, alinéa 2 de la LFP est en effet de permettre aux titulaires de cette fonction de se voir revêtus de la qualité d'OPA, aucunement d'ajouter une condition supplémentaire à l'accès à et au maintien de cette fonction.

L'attribution de la qualité d'OPA dépend en outre de la réussite préalable d'une formation continuée ad hoc. La réussite de cette formation permettra également au membre du personnel concerné d'être, le cas échéant, dispensé des sous-modules correspondants dans la formation de base du cadre des officiers.

L'attribution de la qualité d'OPA aux membres du personnel dont question n'étant pas permanente, l'adaptation de leur carte de légitimation n'est pas envisageable. La preuve de cette qualité auprès du citoyen se fera dès lors au moyen d'un document établi par l'autorité policière compétente, suivant le modèle repris à l'annexe 2 au présent arrêté.

Enfin, il est également fait usage du projet d'arrêté soumis à Votre signature pour régler l'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi portant des dispositions diverses Intérieur – Police intégrée du 21 avril 2016, portant modification de l'article 30 de la loi sur la fonction de police relatif à la saisie administrative.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

In overeenstemming met de definitie die is gegeven door artikel 4 van het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren, « bestaat de functie interventie erin om binnen een passende termijn een antwoord te bieden op elke oproep waarbij een politionele interventie ter plaatse noodzakelijk is ». Dit heeft tot gevolg dat de interveniërende politiediensten ertoe aangezet kunnen worden om zowel daden van gerechtelijke politie als daden van bestuurlijke politie te stellen. Sommige daden van bestuurlijke politie die in het bijzonder als doel hebben om de veiligheid van de interveniërende politieambtenaren te garanderen, dringen zich bovendien op, ongeacht de bestuurlijke of gerechtelijke aard van de politionele interventie.

Bijgevolg is het logisch en gerechtvaardigd dat de personeelsleden die belast zijn met de leiding over de diensten verantwoordelijk voor die functionaliteit « interventie », bekleed kunnen worden, wanneer de politieoverheid dit nodig acht, met de vereiste hoedanigheid om te beslissen over de uitvoering van de dwangmaatregelen, niet enkel van gerechtelijke politie, maar eveneens van bestuurlijke politie.

De in beschouwing te nemen permanente interventiediensten zijn de diensten belast met de opgelegde dringende interventies volgens een beurtrol met het oog op de permanente uitvoering van de opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie van de betrokken eenheid of dienst.

Voor wat de lokale politie betreft, gaat het over de interventiediensten bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren.

Voor wat de federale politie betreft, gaat het over de interventiediensten van de wegpolie, van de luchtvaartpolitie, van de spoorwegpolitie, van de scheepvaartpolitie, van het veiligheidsdetachement bij de SHAPE, van het veiligheidsdetachement bij de koninklijke paleizen, van de directie van beveiliging, alsook over de federale interventiereserve.

De betrokken interventiediensten worden daarvoor aangewezen door de directeur-generaal van de algemene directie van de bestuurlijke politie of zijn gemachtigde.

De hoedanigheid van OBP wordt uitsluitend toegekend tijdens de werkelijke uitoefening van de leiding van de permanente interventiedienst door de betrokken hoofdinspecteur (OGP/OBP van wacht). Het hebben van de hoedanigheid van OBP mag echter niet beschouwd worden als zijnde een voorwaarde voor de uitoefening van deze functie. De draagwijdte van artikel 4, tweede lid van de WPA bestaat er immers in aan de titularissen van deze functie toe te laten te worden bekleed met de hoedanigheid van OBP en niet om hen een bijkomende voorwaarde op te leggen voor de toegang tot en het behoud van deze functie.

De toekenning van de hoedanigheid van OBP hangt bovendien af van het voorafgaandelijk slagen in een ad hoc voortgezette opleiding. Het slagen in de opleiding zal eveneens aan het betrokken personeelslid toelaten om, in voorkomend geval, vrijgesteld te zijn van de overeenstemmende submodules van de basisopleiding voor het officierenkader.

De toekenning van de hoedanigheid van OBP aan de personeelsleden in kwestie zal niet permanent zijn. De aanpassing van hun legitimatiekaart is geen optie. Het bewijs van deze hoedanigheid naar de burger toe zal aldus gebeuren door middel van een document dat opgesteld werd door de bevoegde politieoverheid, overeenkomstig het model opgenomen in de bijlage 2 bij dit besluit.

Het te Uwer ondertekening voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit bepaalt eveneens de inwerkingtreding van artikel 8 van de wet houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken – Geïntegreerde politie van 21 april 2016 houdende de aanpassing van artikel 30 van de wet op het politieambt inzake de bestuurlijke inbeslagname.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid
en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

AVIS 64.401/2 DU 5 NOVEMBRE 2018 DU CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DE LÉGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL 'PORTANT EXÉCUTION DE L'ARTICLE 4, ALINÉA 2, DE LA LOI SUR LA FONCTION DE POLICE ET FIXANT LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ARTICLE 8 DE LA LOI DU 21 AVRIL 2016 PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES INTÉRIEUR – POLICE INTÉGRÉE'

Le 8 octobre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'article 4, alinéa 2, de la loi sur la fonction de police et fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi du 21 avril 2016 portant des dispositions diverses Intérieur – Police intégrée'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 5 novembre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assessors, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 novembre 2018.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

1. Conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires',

« [les lois] sont obligatoires dans tout le royaume, le dixième jour après celui de leur publication, à moins que la loi n'ait fixé un autre délai ».

Aussi, avant de prévoir, à l'article 2 du projet, que l'article 8 de la loi du 21 avril 2016 'portant des dispositions diverses Intérieur – Police intégrée' entre en vigueur « à la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge* », faut-il s'assurer qu'il existe des raisons impérieuses de déroger au délai légal minimal normalement accordé à ses destinataires pour en prendre connaissance et s'y conformer.

Sauf s'il existe de telles raisons justifiant la suppression du délai que le législateur juge ainsi normalement nécessaire, l'article 2 du projet doit donc être revu.

2. L'annexe n° 2, qui contient le modèle d'attestation dont il est question à l'article 1^{er}, alinéa 3, du projet, tendant à faire apparaître la qualité d'officier de police administrative des membres du personnel visés par celui-ci, devrait refléter de manière plus transparente le caractère temporaire de ce que les inspecteurs principaux de police concernés ne sont revêtus de la qualité d'officier de police administrative que pendant l'exercice de la fonction de direction des services d'intervention permanents mentionnés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet.

3. Les deux annexes doivent mentionner qu'elles constituent une annexe à l'arrêté avec l'indication de son intitulé complet.

La même observation vaut également, chaque fois, pour la mention, in fine, « Vu pour être annexé à ... ».

Le greffier,
B. DRAPIER

Le président,
P. VANDERNOOT

ADVIES 64.401/2 VAN 5 NOVEMBER 2018 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT UITVOERING VAN ARTIKEL 4, TWEDE LID, VAN DE WET OP HET POLITIEAMBT EN TOT VASTSTELLING VAN DE DATUM VAN INWERKINGTREDING VAN ARTIKEL 8 VAN DE WET VAN 21 APRIL 2016 HOUDENDE DIVERSE BEPALINGEN BINNENLANDSE ZAKEN – GEÏNTEGREERDE POLITIE'

Op 8 oktober 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste-Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van artikel 4, tweede lid, van de wet op het politieambt en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 8 van de wet van 21 april 2016 houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken – Geïntegreerde politie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 5 november 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 november 2018.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1. Overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen'

“zijn [de wetten] verbindend in het gehele Rijk de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij de wet een andere termijn heeft bepaald”.

Alvorens in artikel 2 van het ontwerp te bepalen dat artikel 8 van de wet van 21 april 2016 'houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken. - Geïntegreerde politie' in werking treedt “de dag [waar]op dit besluit in het Belgische Staatsblad wordt bekendgemaakt”, moet men zich er bijgevolg van vergewissen dat er dwingende redenen bestaan om af te wijken van de wettelijke minimumtermijn die normaliter geboden wordt aan de adressaten ervan om daarvan kennis te nemen en om zich daarnaar te gedragen.

Tenzij zulke redenen voorhanden zijn die wettigen dat afgezien wordt van de termijn die de wetgever daartoe aldus normaliter nodig acht, moet artikel 2 van het ontwerp dan ook herzien worden.

2. Bijlage 2, die het model van attest bevat waarvan sprake is in artikel 1, derde lid, van het ontwerp en die tot doel heeft de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie van de daarin bedoelde personeelsleden tot uiting te laten komen, zou duidelijker moeten weergeven dat het daarbij om een tijdelijk gegeven gaat, aangezien de betrokken hoofdinspecteurs van politie maar met de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie bekleed worden terwijl ze de leiding uitoefenen van de permanente interventiediensten die in artikel 1, eerste lid, van het ontwerp vermeld worden.

3. In beide bijlagen moet vermeld worden dat ze een bijlage bij het besluit vormen, met opgave van het volledige opschrift ervan.

Dezelfde opmerking geldt eveneens telkens wanneer in fine « Gezien om te worden gevoegd bij ... » vermeld wordt.

De griffier,
B. DRAPIER

De voorzitter,
P. VANDERNOOT

7 DECEMBRE 2018. — Arrêté royal portant exécution de l'article 4, alinéa 2, de la loi sur la fonction de police et fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi du 21 avril 2016 portant des dispositions diverses Intérieur – Police intégrée

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur la fonction de police, l'article 4, alinéa 2;

Vu la loi du 21 avril 2016 portant des dispositions diverses Intérieur – Police intégrée, l'article 94;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 23 janvier 2017;

Vu le protocole de négociation n° 423/6 du comité de négociation pour les services de police, conclu le 20 décembre 2017;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 31 mars 2017;

Vu l'avis du Conseil des bourgmestres, donné le 14 avril 2017;

Vu l'avis 64.401/2 du Conseil d'Etat, donné le 5 novembre 2018, en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La qualité d'officier de police administrative est attribuée aux inspecteurs principaux de police qui, en leur qualité de fonctionnaires de police revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, assument la direction des services d'intervention permanents suivants, pendant l'exercice de cette fonction et moyennant décision, selon le cas, du chef de corps ou de son délégué ou du directeur général de la direction générale de la police administrative ou de son délégué :

1° les services d'intervention visés à l'article 4 de l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population;

2° les services d'intervention de la police de la route, de la police aéronautique, de la police des chemins de fer, de la police de la navigation, du détachement de sécurité auprès du SHAPE, du détachement de sécurité auprès des palais royaux et de la direction de sécurisation de la police fédérale déterminés par le directeur général de la direction générale de la police administrative ou son délégué;

3° la réserve fédérale d'intervention visée à l'article 101, alinéa 2, 4°, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

La qualité d'officier de police administrative est attribuée aux inspecteurs principaux de police visés à l'alinéa 1^{er} pour autant qu'ils réussissent la formation continuée dont le programme est fixé à l'annexe 1 au présent arrêté. Cette formation se clôture par un examen écrit comprenant deux épreuves, l'une portant sur les aspects juridiques et l'autre consistant en un cas pratique. Pour réussir, l'inspecteur principal de police doit obtenir au moins 60% au total des épreuves de l'examen et au moins 50% à chacune des deux épreuves. En cas d'échec, l'inspecteur principal de police a droit à une deuxième session, au cours de laquelle il doit représenter les deux épreuves.

Le membre du personnel concerné atteste de sa qualité d'officier de police administrative au moyen d'un document établi par, selon le cas, le chef de corps ou son délégué ou le directeur général de la direction générale de la police administrative ou son délégué, suivant le modèle repris à l'annexe 2 au présent arrêté.

7 DECEMBER 2018. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 4, tweede lid, van de wet op het politieambt en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 8 van de wet van 21 april 2016 houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken – Geïntegreerde politie

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op het politieambt, artikel 4, tweede lid;

Gelet op de wet van 21 april 2016 houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken – Geïntegreerde politie, artikel 94;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 23 januari 2017;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 423/6 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten, gesloten op 20 december 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 31 maart 2017;

Gelet op het advies van de Raad van burgemeesters, gegeven op 14 april 2017;

Gelet op advies 64.401/2 van de Raad van State, gegeven op 5 november 2018 met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie wordt toegekend aan de hoofdinspecteurs van politie die, in hun hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, de leiding van de volgende permanente interventiediensten uitoefenen, dit tijdens de uitoefening van die functie en na beslissing, naargelang van het geval, van de korpschef of zijn gemachtigde of van de directeur-generaal van de algemene directie van de bestuurlijke politie of zijn gemachtigde :

1° de interventiediensten bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren;

2° de door de directeur-generaal van de algemene directie van de bestuurlijke politie of zijn gemachtigde aangewezen interventiediensten van de wegpolie, van de luchtvaartpolitie, van de spoorwegpolitie, van de scheepvaartpolitie, van het veiligheidsdetachement bij de SHAPE, van het veiligheidsdetachement bij de koninklijke paleizen en van de directie van beveiliging van de federale politie;

3° de federale interventiereserve bedoeld in artikel 101, tweede lid, 4°, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

De hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie wordt toegekend aan de in het eerste lid bedoelde hoofdinspecteurs van politie mits zij slagen voor de voortgezette opleiding waarvan het programma wordt vastgesteld in de bijlage 1 bij dit besluit. Die opleiding wordt afgesloten met een schriftelijk examen dat bestaat uit twee proeven, waarbij de ene proef betrekking heeft op de juridische aspecten en de andere bestaat uit een praktijkgeval. Om te slagen moet de hoofdinspecteur van politie in totaal ten minste 60% op de proeven van het examen én ten minste 50% op elk van de twee proeven behalen. In geval van niet slagen, heeft de hoofdinspecteur van politie recht op een tweede zitting, gedurende dewelke hij de twee proeven opnieuw moet afleggen.

Het betrokken personeelslid bewijst zijn hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie door gebruik te maken van een document opgesteld, naargelang van het geval, door de korpschef of zijn gemachtigde of door de directeur-generaal van de algemene directie van de bestuurlijke politie of zijn gemachtigde, dit overeenkomstig het model opgenomen in de bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 2. L'article 8 de la loi du 21 avril 2016 portant des dispositions diverses Intérieur – Police intégrée entre en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité
et de l'Intérieur,
J. JAMBON

Art. 2. Artikel 8 van de wet van 21 april 2016 houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken – Geïntegreerde politie treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid
en Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON

Annexe 1 à l'arrêté royal du 7 décembre 2018 portant exécution de l'article 4, alinéa 2, de la loi sur la fonction de police et fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi du 21 avril 2016 portant des dispositions diverses Intérieur – Police intégrée

1. Cadre de référence légal et réglementaire en matière des compétences d'appui à la politique - 14 heures	
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'étudiant comprend les responsabilités des différents acteurs publics et privés, dans le domaine de la sécurité, de l'ordre public et des nuisances. ▪ L'étudiant connaît les compétences des autorités et la valeur juridique des mesures de police ainsi que le contrôle du principe de proportionnalité par les instances compétentes. ▪ L'étudiant connaît les principales directives ministérielles en rapport avec l'exécution des tâches de police administrative et d'ordre public.
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> √ Acteurs publics et privés <ul style="list-style-type: none"> • Autorités responsables à différents niveaux de gestion (compétences et relation avec les services de police) • Concertation, organes et mécanismes d'harmonisation, d'intégration et de coordination • Les acteurs qui font partie des services publics • Les services de police au niveau local et au niveau fédéral (principes de base pour le fonctionnement de la police, missions, répartition des tâches, fonctionnement intégré, ...) • Services d'inspection spéciaux et leurs compétences • Acteurs privés et leurs responsabilités • Sécurité privée et particulière • Organisations et organes internationaux, ... √ Missions, compétences et mesures de police <ul style="list-style-type: none"> • Pouvoir d'exécution et d'ordonnance de police des autorités et administrations locales visées dans la NLC, la loi provinciale, ... • Force juridique et limites d'une mesure de police • Droit administratif armé et législation en matière de sanctions administratives communales (SAC) • Le contrôle du principe de proportionnalité • L'autorité sur les services de police : ordres, instructions, directives, réquisitions • Le contrôle des services de police : Comité P, AIG • Circulaires ministérielles importantes (MFO, OOP, ...) et COLs, ...
Méthodes	<p>Présentation Groupe de discussions thématiques Analyse de cas pratiques et arrêts du Conseil d'Etat Rédiger un avis sur les arrêtés et ordonnances de police</p>

2. Exercice des compétences policières - 12 heures	
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'étudiant comprend le rôle et les responsabilités d'un OPA dans le cadre des arrestations administratives et lors de fouilles. ▪ L'étudiant comprend le contexte général des différentes sortes d'évacuation et comprend le rôle d'un OPA dans une situation d'évacuation imprévue.
Contenu	✓ Application concrète des compétences policières et responsabilités d'un OPA pour : <ul style="list-style-type: none"> • Arrestations administratives L'accent est mis sur la nécessité absolue, sur les droits de la personne arrêtée et sur les modalités et les responsabilités de l'OPA. • Evacuations Problématiques des occupations par des sans-papiers, squats, occupation d'entreprises, alerte à la bombe, etc.
Méthodes	Courte présentation avec l'accent sur l'approche pratique des thèmes
3. Exécution des tâches de base de l'OPA de garde - 4 heures	
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'étudiant confronte les problèmes de base au cadre légal et réglementaire. Il prend, en tant qu'OPA de garde, les décisions légales idoines en la matière. Il donne des lignes directrices opérationnelles claires aux collaborateurs.
Contenu	✓ Tâches de base OPA ✓ Responsabilités ✓ Gestion des problèmes de base Cas pratique OPA de garde: donner des directives et contrôler les collaborateurs, scénario d'avertissement, confrontation des bases légales aux problèmes de base, ivresse, drogue, disparition inquiétante, ...
Méthodes	Cours théorique Observations sur terrain
4. Responsabilités d'un OPA en cas de catastrophe - 8 heures	
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'étudiant connaît l'approche multidisciplinaire de planification d'urgence et prend, en tant qu'OPA sur place, les décisions idoines en accord avec les autres disciplines. ▪ L'étudiant prend les mesures adaptées dans le cadre d'une alerte à la bombe.
Contenu	✓ Premières réactions en tant que OPA sur les lieux d'une catastrophe ✓ Schéma d'avertissement et lignes de communication ✓ Concertation de terrain ✓ Mise en place de périmètres ✓ Réactions en cas d'alerte à la bombe
Méthodes	Cours théorique TTX en salle

5. Planification d'urgence et management de situations d'urgence - 12 heures	
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'étudiant connaît la structure des plans particuliers et généraux d'urgence et d'intervention. ▪ L'étudiant comprend comment sont articulés les dispositifs et les structures de coordination en cas de catastrophe.
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> √ Base légale et réglementaire √ Eclairage spécifique des différentes disciplines : approche multidisciplinaire √ Analyse de risque et développement des plans d'urgence √ Premières réactions sur place de l'OPA √ Schéma d'avertissement et lignes de communication √ Concertation de terrain √ Mise en place des périmètres √ Intégration des renforts et développement des dispositifs √ Coordination et structures de commandement √ ...
Méthodes	Présentation TTX en salle (FTX) sur terrain
6. Pouvoir de décision en matière d'usage des caméras de surveillance mobiles - 2 heures	
	Loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance
7. Examens - 4 heures	
	Maîtrise des aspects juridiques et réponse à un casus pratique

Vu pour être annexé à notre arrêté du 7 décembre 2018 portant exécution de l'article 4, alinéa 2, de la loi sur la fonction de police et fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi du 21 avril 2016 portant des dispositions diverses Intérieur – Police intégrée.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
J. JAMBON

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 december 2018 tot uitvoering van artikel 4, tweede lid, van de wet op het politieambt en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 8 van de wet van 21 april 2016 houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken – Geïntegreerde politie

1. Het wettelijk en reglementair referentiekader met betrekking tot beleidsondersteunende competenties - 14 uren	
Doelstellingen	<ul style="list-style-type: none"> ▪ De student begrijpt de verantwoordelijkheid van de verschillende publieke en private actoren in het domein van de veiligheid, de openbare orde en de overlast. ▪ De student kent de bevoegdheden van de overheden en de juridische waarde van politimaatregelen alsook de controle op het evenredigheidsbeginsel door de bevoegde instanties. ▪ De student kent de belangrijkste ministeriële richtlijnen m.b.t. de uitvoering van de taken van bestuurlijke politie en van openbare orde.
Inhoud	<ul style="list-style-type: none"> √ Publieke en private actoren <ul style="list-style-type: none"> • Verantwoordelijke overheden op verschillende beleidsniveaus (bevoegdheden en relatie met politiediensten) • Overleg, afstemmings-, integratie- en coördinatieorganen en -mechanismen • De actoren die deel uitmaken van de openbare diensten • De politiediensten op lokaal en federaal niveau (basisprincipes voor de politiewerking, opdrachten, taakverdeling, geïntegreerde werking, ...) • De bijzondere inspectiediensten en hun bevoegdheden • De private actoren en hun verantwoordelijkheid • De private en bijzondere veiligheid • Internationale organen en organisaties, ... √ De politieopdrachten, -bevoegdheden, -maatregelen <ul style="list-style-type: none"> • De uitvoerende en verordenende politionele bevoegdheden van de lokale overheden en besturen bedoeld in de NGW, de provinciewet, ... • De juridische kracht en de begrenzing van een politimaatregel • Het gewapend bestuursrecht en de GAS-wetgeving (gemeentelijke administratieve sancties) • De controle op het evenredigheidsbeginsel • Het gezag over de politiediensten : bevelen, onderrichtingen, richtlijnen, vorderingen • De controle over de politiediensten : Comité P, AIG • Belangrijke ministeriële omzendbrieven (MFO, OOP, ...) en COLs, ...
Leervorm	<p>Presentatie Thematische groepsdiscussies Analyse praktische cases en arresten Raad van State Adviezen opstellen politiebepaling en politieverordening</p>

2. Uitoefenen van politiebevoegdheden – 12 uren	
Doelstellingen	<ul style="list-style-type: none"> ▪ De student begrijpt de rol en de verantwoordelijkheid van een OBP bij de bestuurlijke aanhoudingen en fouilleringen. ▪ De student heeft inzicht in de algemene context van de verschillende soorten ontruiming en begrijpt de rol van een OBP bij een onvoorziene ontruiming.
Inhoud	<p>√ Concrete toepassing van politiebevoegdheden en verantwoordelijkheden van een OBP voor:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bestuurlijke aanhoudingen De nadruk wordt gelegd op de volstreekte noodzaak, op de rechten van de aangehouden persoon, op de modaliteiten en de verantwoordelijkheden van de OBP. • Ontruiming Problematiek van bezettingen door “sans-papiers”, kraakpanden, bedrijfsbezetting, bomalarm, ...
Leervorm	Korte presentatie met nadruk op praktische benadering van de thema's.
3. Uitvoeren van de basistaken OBP met wacht – 4 uren	
Doelstellingen	<ul style="list-style-type: none"> ▪ De student toetst basisproblemen af aan het wettelijk en reglementair kader. Hij neemt als OBP met wacht de gepaste wettelijke beslissingen ter zake. Hij geeft duidelijke operationele richtlijnen aan medewerkers.
Inhoud	<p>√ Basistaken OBP</p> <p>√ Verantwoordelijkheden</p> <p>√ Beheer basisproblemen</p> <p>Praktische case OBP met wacht: geven van richtlijnen aan en controle van medewerkers, verwittigingsscenario's, aftoetsen van wettelijke basis voor basisproblemen, dronkenschap, drugs, onrustwekkende verdwijning, ...</p>
Leervorm	Contactonderwijs Terreinobservaties
4. De verantwoordelijkheden van een OBP in geval van ramp – 8 uren	
Doelstellingen	<ul style="list-style-type: none"> ▪ De student kent de multidisciplinaire aanpak van noodplanning en neemt als OBP ter plaatse de meest geschikte beslissingen in samenspraak met de andere disciplines. ▪ De student neemt de gepaste maatregelen bij een bommelding.
Inhoud	<p>√ Eerste reacties als OBP op de plaats van de ramp</p> <p>√ Verwittigingschema's en communicatielijnen</p> <p>√ Motorkapoverleg</p> <p>√ Inplaatsstelling perimeters</p> <p>√ Reacties bij bommelding</p>
Leervorm	Contactonderwijs TTX in zaal

5. Noodplanning en rampenmanagement – 12 uren	
Doelstellingen	<ul style="list-style-type: none"> ▪ De student kent de structuur van Algemene en Bijzondere Nood- en interventieplannen. ▪ De student begrijpt hoe bij rampen de dispositieven en de coördinatiestructuren worden uitgebouwd.
Inhoud	<ul style="list-style-type: none"> √ Wettelijke en reglementaire basis √ Specifieke belichting vanuit de verschillende disciplines : multidisciplinaire aanpak √ Risicoanalyse en opstellen van noodplannen √ Eerste reacties ter plaatse van de OBP √ Verwittigingschema's en communicatielijnen √ Motorkapoverleg √ Inplaatsstelling perimeters √ Integratie versterking en verdere uitbouw dispositieven √ Coördinatie en commandostructuren √ ...
Leervorm	Presentatie TTX in zaal (FTX) op het terrein
6. Beslissingsbevoegdheid inzake het gebruik van mobiele bewakingscamera's - 2 uren	
	Wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's
7. Examens – 4 uren	
	Beheersing van juridische aspecten en antwoord op een praktische casus.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 7 december 2018 tot uitvoering van artikel 4, tweede lid, van de wet op het politieambt en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 8 van de wet van 21 april 2016 houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken – Geïntegreerde politie.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON

Annexe 2 à l'arrêté royal du 7 décembre 2018 portant exécution de l'article 4, alinéa 2, de la loi sur la fonction de police et fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi du 21 avril 2016 portant des dispositions diverses Intérieur – Police intégrée

Attestation

Zone de police locale de (1).....
 Entité de police fédérale (1).....
 Cachet du service de police

.....
 (date)

 (N°)

En application de l'article 4, alinéa 2, de la loi sur la fonction de police, le fonctionnaire de police.....(nom).....(prénom),(grade), porteur de la carte de légitimation n°....., est revêtu de la qualité d'officier de police administrative, pendant l'exercice, par celui-ci, de la fonction de direction du service d'intervention permanent.

le chef de corps (1),
 le directeur général/le directeur (1),

Vu pour être annexé à notre arrêté du 7 décembre 2018 portant exécution de l'article 4, alinéa 2, de la loi sur la fonction de police et fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi du 21 avril 2016 portant des dispositions diverses Intérieur – Police intégrée.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
 J. JAMBON

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 7 december 2018 tot uitvoering van artikel 4, tweede lid, van de wet op het politieambt en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 8 van de wet van 21 april 2016 houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken – Geïntegreerde politie

Attest

Politiezone (1).....
 Entiteit van de federale politie (1).....
 Stempel van de politiedienst

.....
 (datum)

 (N°)

Overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van de wet op het politieambt is de politieambtenaar.....(naam).....(voornaam),(graad), houder van de legitimatiekaart n°....., bekleed met de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie tijdens dat hij de functie van leiding van een permanente interventiedienst uitoefent.

de korpschef (1),
 de directeur-generaal/de directeur (1),

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 7 december 2018 tot uitvoering van artikel 4, tweede lid, van de wet op het politieambt en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 8 van de wet van 21 april 2016 houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken – Geïntegreerde politie.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
 J. JAMBON

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2019/40045]

20 DECEMBRE 2018. — Arrêté royal déterminant le périmètre du stade du RES Couvin-Mariembourg en matière de sécurité lors des matches de football

PHILIPPE, Roi des Belges,
 A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, modifiée par la loi du 10 mars 2003, la loi du 27 décembre 2004, la loi du 25 avril 2007, la loi du 14 avril 2011, la loi du 27 juin 2016, la loi du 21 juillet 2016 et la loi du 3 juin 2018, vu notamment l'article 2, 9°, inséré par la loi du 10 mars 2003;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2019/40045]

20 DECEMBER 2018. — Koninklijk besluit tot bepaling van de perimeter van het stadion van RES Couvin-Mariembourg inzake de veiligheid bij voetbalwedstrijden

FILIP, Koning der Belgen,
 Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, gewijzigd bij wet van 10 maart 2003, bij wet van 27 december 2004, bij wet van 25 april 2007, bij wet van 14 april 2011, bij wet van 27 juni 2016, bij wet van 21 juli 2016 en bij wet van 3 juni 2018, inzonderheid gelet op artikel 2, 9°, ingevoegd bij wet van 10 maart 2003;